

LES BRICS ET LEUR IDÉOLOGIE

ÉBAUCHE D'UNE NOUVELLE GOUVERNANCE PLANÉTAIRE OU HABILLAGE DE NOUVELLES STRATÉGIES DE DOMINATION ?

PAUL SINDIC *

L'émergence du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud – les BRICS – constitue l'un des traits majeurs de la recomposition de la scène mondiale au début du XXI^e siècle. Pays de taille continentale, et en croissance rapide, ils sont portés par une ambition forte : peser sur les rapports de force mondiaux et être considérés comme partenaires de la gouvernance planétaire. La déclaration de Sanya adoptée en 2011 témoigne de leur volonté coopérative au-delà de leurs différences très marquées. Des interrogations surgissent : peuvent-ils s'opposer avec détermination à l'Occident tout en faisant allégeance au néolibéralisme ? Portent-ils les aspirations de la masse des pays du Sud qui n'émergent pas ou sont-ils mus par des intérêts et ambitions plus égoïstes ?

Le terme même de « BRIC » (désignant, *via* les premières lettres de leur nom, le groupe de pays constitué par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine) a, semble-t-il, été créé par Jim O'Neill, économiste de « Goldman Sachs », la grande banque américaine, dans une étude de 2001 soulignant que, vu les différentiels de croissance des PIB, ces pays dépasseraient économiquement les pays du G7 au cours des décennies à venir.

On ne sait si ce cadre de Goldman Sachs a joué le rôle du demiurge, mais l'ensemble « BRIC » s'est mis progressivement à exister. Conférences ministérielles, puis des Chefs d'État concernés en 2009 en Russie (Iekaterinbourg), en 2010 au Brésil (Brasilia), en 2011 en Chine (Hainan-Sanya). En 2011, par cooptation, l'Afrique du Sud a été incluse (transformant l'ensemble désormais en « BRICS »). Par ailleurs, la « déclaration de Sanya », adoptée le 14 avril 2011, lors de la dernière réunion des chefs d'État des BRICS en Chine,

* JURISTE, COLLABORATEUR DU SECTEUR « RELATIONS INTERNATIONALES » DU PCF

peut être considérée comme un manifeste fondateur des ambitions de ce groupe.

Nous essayerons donc, pour mieux cerner l'émergence des BRICS, d'analyser tout d'abord les principales caractéristiques de ces pays, de leur évolution historique, de leur poids actuel, économique, politique, idéologique, en tant que groupe sur la scène internationale, les motivations possibles de leur action commune sur la dite scène, motivations collectives, mais aussi, le cas échéant, individuelles.

Nous traiterons ainsi notamment de l'idéologie, des analyses et des prises de position internationales qui ressortent de la « *déclaration de Sanya* » en les comparant avec ce que nous pouvons savoir par ailleurs des stratégies réelles, économiques et politiques de ces pays. Il s'agira d'essayer de répondre à la question posée dans le titre de l'article.

Les principales caractéristiques des BRICS

Population

38

C'est un groupe de pays relativement hétérogène en nombre d'habitants. Les estimations 2011 montrent évidemment deux poids lourds, la Chine et l'Inde, avec respectivement 1,340 et 1,2 milliard d'habitants, deux autres pays dans la moyenne supérieure, le Brésil et la Russie, avec respectivement 200 et 140 millions d'habitants et l'Afrique du Sud, avec « *seulement* » 50 millions d'habitants (pour les raisons de son intégration au sein des BRICS, malgré sa taille, voir plus loin).

Cependant, quelle que soit leur hétérogénéité, à eux cinq, ils représentent 2,93 milliards d'habitants, soit près de la moitié de la population mondiale.

Taille géographique

Toujours à l'exception de l'Afrique du Sud, ce sont de grands pays au point de vue de leur étendue géographique. La Russie, même après la dissolution de l'URSS, reste le plus grand pays du monde. Le Brésil, la Chine, l'Inde figurent dans le groupe des 10 pays les plus étendus du monde. Même si des conditions climatiques spécifiques affectent leur potentiel de développement, notamment agro-alimentaire ou d'extraction de ressources minérales: climat de la Sibérie pour la Russie, déficit en eau du Nord de la Chine, déforestation incontrôlée aux conséquences planétaires négatives pour le Brésil, ce potentiel demeure fort important. En particulier, leur taille géographique en fait des détenteurs de ressources

naturelles importantes dans un monde où les tensions sur les matières premières s'accroissent. Ceci confère notamment un avantage économique important à la Russie et au Brésil.

Caractéristiques économiques et sociales

Notons tout d'abord qu'au cours des trente dernières années, les BRICS se sont rangés sous la houlette de la logique du capitalisme néolibéral mondialisé avec ses règles du jeu s'imposant progressivement (libre-échange des marchandises et des capitaux, privatisations, etc.). Dès 1978 pour la Chine, à partir de 1989 pour la Russie, les conversions spectaculaires de ces deux pays ont frappé les esprits puisqu'ils incarnaient jusque-là la lutte pour un autre système social et économique dont la perspective était en principe le communisme.

Cependant, au sein des BRICS, l'intégration de la logique néolibérale s'est faite avec des modalités spécifiques. Si leur commerce international, leur gestion du monde du travail ont largement intégré ces dogmes néolibéraux (libre-échangisme, surexploitation et mise en cause des acquis sociaux), les États concernés ont conservé des rôles économiques importants avec des entreprises publiques dans des secteurs clefs, la capacité plus ou moins poussée d'impulser des stratégies industrielles à long terme (modèle Japon ou Corée du Sud), ce qui les protège en partie des dérives financières proprement occidentales.

Le fait que la Chine ait conservé l'appellation « *communiste* » pour qualifier son régime ne trompe plus grand monde, sauf les nostalgiques rêvant toujours de voir une grande puissance progressiste s'opposer à l'impérialisme occidental. Il ne faut pas insulter l'avenir qui sera écrit par un peuple chinois qui en surprendra plus d'un. Mais ce rôle ne sera certainement pas tenu par le régime actuel. Il y a de fait un consensus au sein de celui-ci entre l'appareil de pouvoir bureaucratique et les grands intérêts capitalistes qui jouent désormais un rôle important au sein du régime, pour conserver l'appellation « *communiste* », mais pour des raisons de stabilité interne et de stratégie externe.

Quoi qu'il en soit, la Chine avec un PIB évalué, en parité de pouvoir d'achat (PPA), à 10 000 milliards de dollars en 2010 par la CIA ¹, soit les deux tiers du PIB des États-Unis, domine économiquement de la tête et des épaules ses autres partenaires des BRICS. Elle est devenue le premier exportateur mondial et la

¹ CIA, *World Factbook*, 2011.

CIA considère également que la valeur cumulée de ses productions agricoles et industrielles (au sens strict) dépasse désormais celles des États-Unis. Avec un différentiel de taux de croissance moyen de 7% au cours des dernières années, le rattrapage, toujours en PPA, du PIB des États-Unis aura lieu avant la fin de la décennie (hors crises majeures dans l'un ou l'autre pays). Avec un excédent commercial élevé, elle dispose désormais de réserves en devises considérables (équivalant à 3 200 milliards de dollars), à la fois moyen de pression éventuel sur le dollar US, mais aussi force de frappe financière considérable pour des acquisitions à l'étranger.

L'Inde, avec un PIB de 4 000 milliards de dollars, en PPA, vient assez loin derrière, mais elle maintient, comme la Chine, un taux de croissance élevé (6,8% en 2009, 10,4% en 2010). Ses capacités à l'exportation se situent plutôt dans les services, notamment informatiques. Mais elle ne dispose pas d'excédent commercial significatif et ses réserves en devises sont relativement limitées.

La Russie et le Brésil viennent ensuite avec des PIB équivalents, estimés, toujours en PPA, à 2 200 milliards de dollars, mais avec des populations nettement inférieures à celles de l'Inde (1/9 pour la Russie, 1/6 pour le Brésil). Les taux de croissance de ces deux pays sont en moyenne supérieurs à ceux des pays occidentaux, mais avec des fluctuations importantes, liées apparemment à leur dépendance aux variations des prix des matières premières exportées (diminution du PIB de 7,8% en 2009 pour la Russie et de 0,6% pour le Brésil, avant une remontée en 2010 à + 4% pour la Russie et + 7,5% pour le Brésil).

La Russie, en particulier, si elle conserve toujours d'importantes capacités industrielles (armement, espace, aéronautique militaire, pétrole et gaz, nucléaire civil) pouvant lui ouvrir des débouchés à l'étranger, s'avère toujours incapable d'exporter des produits industriels courants. Elle s'appuie exagérément sur la rente pétrolière et gazière dont elle bénéficie, ce qui est une fragilité à terme. Le profil de l'Afrique du Sud, avec 500 milliards de \$ de PIB, est du même type que celui de la Russie et du Brésil avec aussi des fluctuations du taux de croissance liées à la variabilité du prix des matières premières.

Mais ce que les limites du critère du taux de croissance du PIB dissimulent, c'est une tare profonde des BRICS, à savoir le caractère très inégalitaire de ces sociétés. Les études récentes du PNUD sur les inégalités de revenu par tranches de population (calcul du coefficient de Gini) confirment que le Brésil est le pays le plus inégalitaire (la mince élite issue de l'ancienne colonisation détient encore la majeure partie de la richesse du pays – phénomène similaire aux Békés des Antilles françaises). Il est suivi de la Chine. Le relatif

égalitarisme du maoïsme a fait place en peu de temps à des inégalités record, liées à une accumulation de richesses exceptionnelle en un petit nombre de mains—le pays compte désormais 63 milliardaires en dollars—tandis que la moitié de la population (zones rurales) continue à vivre dans la grande pauvreté). L'Inde n'échappe pas à la règle et ses îlots de modernité avancée comme Bangalore émergent dans un océan de misère avec 400 millions d'Indiens n'ayant pas accès à l'électricité. En Afrique du Sud, le compromis politique ayant mis fin à l'apartheid a laissé à la minorité blanche l'essentiel de sa richesse et le virage néolibéral de Thabo Mbecki n'a rien arrangé. Si une mince bourgeoisie noire est apparue, la majorité de la population continue à vivre dans une grande pauvreté. Seule, la Russie, malgré ses oligarques milliardaires, reste un peu moins inégalitaire. En tout cas, globalement, les BRICS sont encore plus inégalitaires que les pays capitalistes développés et ne peuvent prétendre être considérés comme des modèles de ce point de vue. Par ailleurs, la corruption à tous les niveaux est profondément enkystée dans chacun de ces pays.

Les stratégies militaires au sein des BRICS

41

On ne peut parler de stratégie militaire d'envergure planétaire que pour la Russie et la Chine. L'Inde en est encore à une stratégie régionale, le Brésil essaie de se doter d'une véritable aviation de combat. L'Afrique du Sud a abandonné son armement nucléaire au début des années 1990, mais vend toujours des armes.

La Russie a conservé une certaine parité nucléaire avec les États-Unis basée sur les missiles intercontinentaux et les sous-marins nucléaires, mais ne possède pas l'équivalent de la sophistication de l'intégration des forces d'intervention extérieures américaines. La Chine a choisi une force de dissuasion nucléaire à la française basée pour l'instant sur des missiles intercontinentaux, mais elle vient de mettre en service un porte-avions de l'ex-URSS, racheté et modernisé. Son ambition est clairement d'exclure militairement les États-Unis de sa zone stratégique d'influence, la mer de Chine (ce qui provoque évidemment une grande inquiétude chez les pays riverains de la dite mer, comme le Vietnam ou les Philippines du fait des litiges d'appropriation sur divers archipels—Spratley, Paracels à ressources pétrolières potentielles). Par ailleurs, la déclaration de Sanya est muette sur la question du désarmement nucléaire.

Le rapport des BRICS à l'Occident

On touche là à un domaine plus politique, chacun des pays concernés ayant eu maille à partir avec les pays occidentaux au

cours de son histoire, soit en tant que pays colonisé, soit depuis la Deuxième Guerre mondiale, face à l'impérialisme occidental dirigé par les États-Unis. Trois d'entre eux, la Chine, la Russie et l'Inde, ont été de grandes puissances à la tête d'empires pendant des siècles, voire des millénaires pour la Chine. Pour cette dernière, les humiliations du XIX^e siècle infligées par les impérialismes anglais et français (saccage du Palais d'été, guerre de l'opium entre autres) puis l'invasion japonaise et ses exactions au XX^e, les affrontements et tensions de la guerre froide (Corée, Taïwan), ont nourri, dans les élites dirigeantes chinoises, la résurgence d'un nationalisme fort, désireux de voir la Chine redevenir la première puissance mondiale qu'elle a été pendant une très longue période historique. Pour l'Inde, l'humiliation historique de la longue période de colonisation anglaise a, elle aussi, nourri la résurgence d'un nationalisme hindou désireux de voir son pays devenir une puissance de rang mondial. Pour la Russie, la période soviétique a été marquée dès 1917 par l'hostilité violente des puissances capitalistes européennes (soutien à la guerre civile), puis par celle des États-Unis lors de la guerre froide, sans compter évidemment entre-temps l'épisode de l'assaut nazi et de ses atrocités de masse vis-à-vis du peuple russe. Si, lors de la perestroïka, l'appareil de pouvoir bureaucratique a choisi, dans sa masse, le ralliement au capitalisme de type néolibéral et non une démocratisation du socialisme, la violence, impulsée par l'Occident, de la déstructuration économique du pays, faisant de la Russie une puissance de seconde zone, la manière dont ensuite l'espace stratégique aux frontières mêmes de la Russie a été envahi par l'OTAN avec la mise en place de radars et de missiles en Europe orientale, ont conduit au sursaut nationaliste incarné par le régime de Poutine. Pour le Brésil, colonisé jusqu'à la fin du XIX^e siècle, son histoire au cours du siècle suivant a été celle de l'alliance de la petite minorité dominante issue de la colonisation avec l'impérialisme « yankee », face à un peuple brésilien maintenu dans la misère. Dans la dernière période, la montée en puissance économique du Brésil, l'arrivée de dirigeants sociodémocrates, portés initialement au pouvoir par des mouvements populaires, ont conduit à un compromis politique entre ces mêmes dirigeants et les grands intérêts capitalistes brésiliens. L'une des dimensions de ce compromis est la promotion du Brésil comme puissance régionale dominante, s'affirmant de manière relativement indépendante sur la scène internationale, d'où l'adhésion aux BRICS. Nous retrouvons une situation un peu similaire à propos de l'Afrique du Sud avec un double compromis. Le premier, à la brésilienne, entre la minorité blanche détentrice de la richesse et le pouvoir politique, sur la promotion de l'Afrique du Sud comme puissance régionale dominante

en Afrique subsaharienne ; le deuxième entre les BRIC initiaux et le pouvoir sud-africain. La cooptation de celui-ci au sein des BRICS « *africanise* » ces derniers et leur confère un atout essentiel vis-à-vis d'une zone géographique d'un grand intérêt pour eux (accès direct à de nombreuses matières premières, débouchés pour leurs produits commerciaux - dont les armements russes -, poids géopolitique dans le rapport de forces mondial). À terme, il s'agit de remplacer les impérialismes déclinants anglais et français sur ce continent. Un processus de même type est en cours en Amérique du Sud où la présence chinoise s'affirme de plus en plus.

La déclaration de Sanya (avril 2011)

Si l'on met de côté l'enrobage diplomatique habituel (recherche de l'harmonie, de la paix, de la coopération, respect mutuel, respect du droit, de la démocratie, etc.), deux thèmes principaux structurent ce véritable manifeste :

– *Le souhait d'un rôle plus important et d'une réforme de l'ONU*

Il ne s'agit pas du souhait d'un retour à l'essence originelle du système des Nations unies, c'est-à-dire à la souveraineté de l'assemblée générale. En fait, les BRICS réclament quasi ouvertement que le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud deviennent aussi des membres permanents du Conseil de sécurité. Ils veulent participer à la direction des affaires du monde sur un pied d'égalité avec les Occidentaux, au sein d'organisations des Nations unies qui ne soient plus à la botte de ces derniers, mais sous des bottes conjointes. Globalement, ils veulent contenir l'interventionnisme armé occidental libéré par la chute de l'URSS (ex-appui à la médiation OUA pilotée par l'Afrique du Sud dans le conflit libyen). Ils rejettent en tout cas cet interventionnisme dans leur zone d'influence stratégique propre. Les deux empires que constituent toujours la Russie et la Chine (mosaïque de peuples) rejettent également toute interférence dans leur propre interventionnisme interne (Tchéchénie, Xinjiang, Tibet) L'ambition est celle d'un « *G7 bis* » (G5 pour l'instant – l'adhésion de la Turquie, envisagée, a été écartée pour manque de consensus moyen-oriental à son sujet). Appuyé par un nombre important de pays du « Sud », le G5 (BRICS actuels) devrait prendre progressivement le pas sur les Occidentaux.

– *La question des régulations économiques et techniques internationales*

L'attitude des BRICS est très ambiguë. En effet, d'un côté, ils inscrivent la montée en puissance de leurs exportations au sein du commerce international dans le cadre dérégulé du libre-

échangeisme dont le Brésil et la Chine sont devenus les plus ardents défenseurs. L'achèvement du cycle de Doha est réclamé avec insistance et le développement de l'Afrique est vu par les BRICS dans le cadre néolibéral défini par le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), ce qui, l'expérience le montre déjà, est tout à fait négatif.

Mais d'un autre côté, les BRICS se rebellent contre les fluctuations spéculatives occidentales sur le prix des matières premières qui peuvent affecter leurs ressources en devises, leurs taux de croissance (cf. exemples de la Russie et du Brésil en 2009, cités plus hauts). Ils veulent plus de transparence sur les stocks, sur les transactions, sur les prévisions de consommation, etc. mais n'envisagent pas une régulation des prix eux-mêmes, qui est pourtant une nécessité objective. Sur le plan des régulations techniques, tout en confirmant leur intention de poursuivre et développer le nucléaire civil, ils évoquent la nécessité de normes internationales de sûreté nucléaire obligatoires, ce qui est positif, mais pas celle de l'outil international indépendant ayant le pouvoir de les faire appliquer (AIEA remaniée), ce qui l'est beaucoup moins.

44

Par ailleurs, à Sanya, les BRICS se sont prononcés pour l'instauration d'une monnaie commune mondiale basée sur les droits de tirages spéciaux du FMI et sur un panier de monnaies. Il s'agit de mettre fin aux privilèges exorbitants du dollar et donc des États-Unis en matière monétaire. Mais l'exemple de l'euro montre qu'une monnaie commune gérée sous critères financiers néolibéraux ne résout aucun problème et n'empêche aucune crise. Or, les BRICS, même s'ils ont leur propre version du capitalisme néolibéral, ne mettent pas en cause la logique globale de celui-ci. Inutile donc de bâtir de faux espoirs à ce propos pour l'instant.

Enfin, la déclaration de Sanya est absolument muette en ce qui concerne l'application au sein des BRICS des droits de l'homme tels que définis dans la déclaration de 1948 (droit au travail, à un salaire décent, au logement, aux soins, à l'éducation, liberté d'organisation syndicale, de religion, d'expression, droit à la culture, au repos, etc.), dont les pays composant les BRICS sont pourtant signataires. Il est vrai que certains d'entre eux sont en délicatesse avec les dits droits.

Au total, quelle réponse donner aux questions posées initialement ?

« Ébauche d'une nouvelle gouvernance planétaire » ?

Oui, si l'on considère que passer d'une gouvernance planétaire où moins de 0,1 % des sept milliards d'êtres humains décide, sans

aucun contrôle démocratique réel, du sort de tous les autres à une gouvernance où ce sera 0,2% (adjonction des classes dirigeantes des BRICS) qui décidera est un réel progrès vers la démocratie. Non, si continuer à se soumettre la logique capitaliste néolibérale à dominante financière alors même que celle-ci nourrit une crise systémique qui ne cesse de s'aggraver et, du même coup, s'interdire d'apporter de réelles solutions à la misère des pays du « Sud », à la maîtrise du réchauffement climatique et des problèmes énergétiques, aux besoins d'avancées fortes en matière de démocratie, de « développement humain durable », est une option en fait régressive, voire catastrophique.

« Habillage de nouvelles stratégies de domination » ?

L'émergence politique des BRICS en tant que groupe est évidemment le reflet de leur montée en puissance économique. Mais celle-ci est assise, non seulement sur des stratégies industrielles, mais aussi sur des capacités à s'assurer des accès directs aux matières premières nécessaires, sur la possibilité de conquérir, en les arrachant à des producteurs locaux ou occidentaux, de nouveaux marchés à l'exportation. Dans cette compétition avec les grands intérêts occidentaux, il y a affrontement entre deux habillages des stratégies de domination. L'Occident, au nom de la démocratie et des droits de l'homme impose, le cas échéant militairement (Côte d'Ivoire, Libye, récemment), des pouvoirs inféodés à ses intérêts. Les BRICS, et particulièrement la Chine, mettent, eux, en avant leur non-ingérence politique dans les pouvoirs locaux (même les pires), leur propre état de pays en développement, leur image historique de pays ayant appuyé les luttes de décolonisation, voire l'étiquette « communiste » pour la Chine, afin de se voir accorder un traitement de faveur pour la pénétration de leurs propres intérêts. Par ailleurs, les dirigeants chinois actuels, principaux animateurs des BRICS, ont probablement aussi des préoccupations stratégiques liées à leur ambition spécifique de voir leur pays devenir la première puissance mondiale. Celle-ci, si elle se maintient, les emmènera d'ici dix à quinze ans (date probable où les capacités d'innovation technologique de la Chine dépasseront celles des États-Unis – voir étude du Virginia Institute of Technology) à un danger de collision majeure avec les États-Unis, absolument pas décidés à céder le pas et, du même coup, pouvant recourir à leur dernier atout maître, la supériorité militaire. Les dirigeants chinois actuels sont conscients de cette prospective et veulent donc, dans la durée, bâtir un rapport de forces politique - BRICS + autres pays émergents + pays du « Sud » – qui bloque Washington le moment venu. Ces politiques d'affrontement

stratégique entre classes dirigeantes nous paraissent éminemment dangereuses pour la paix mondiale et doivent être dénoncées.

Cependant, fort heureusement, l'histoire n'est pas faite que par les classes dirigeantes. Les violentes pressions que l'obsession de l'accumulation financière privée exerce dans la plupart des pays sur le monde du travail atteignent l'insupportable, comme le cynisme de l'aggravation des inégalités. Du même coup, des peuples se sont mis en mouvement, dans le monde arabe, en Europe du Sud, au Chili et même en Israël. Leur nombre ne peut que s'accroître. Même en Chine, des luttes victorieuses pour les salaires, des exigences de masse, nouvelles, sur la transparence des décisions politiques, démontrent aussi un mouvement de fond. Si nous allons vers la fin d'un système capitaliste aux contradictions devenues insolubles, l'avenir reste ouvert entre une nouvelle logique planétaire progressiste, celle du « *développement humain durable* », et une régression dans la barbarie qui pourrait être fatale à l'espèce humaine.